

## PRÉFET DU GARD

Direction départementale  
des territoires et de la mer

Nîmes, le 24 Octobre 2018

affaire suivie par : Agnès BROTTES  
☎ 04.66.62.66.08  
Courriel : agnes.brottes@gard.gouv.fr

### Avis rendu par la Commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers séance du 19 Octobre 2018

#### Document examiné :

Commune	Document	Procédure	Date d'arrêt
JONQUIERES ST VINCENT	PLU	Déclaration de projet	24/05/18

La commune de Jonquières St Vincent est couverte par le SCOT Sud Gard. Néanmoins, la commission souhaite à l'unanimité s'auto-saisir de cette déclaration de projet, rejoignant ainsi une demande de la commune formulée par délibération.

#### Préservation globale des espaces agricoles et naturels :

L'élue explique que le projet de construction d'une halle des sports, s'inscrit dans un projet d'intérêt général global porté par la communauté de commune de Beaucaire Terres d'Argence sur l'ensemble de son territoire. Il indique que c'est cette opportunité budgétaire que représente ce plan de financement qui justifie le recours à la déclaration de projet sans attendre la révision générale du PLU qui est en cours. La parcelle concernée est vouée à l'arrachage et l'exploitant actuel souhaite cesser son activité. Il tient également à préciser que la commune a un projet communal (création d'un groupe scolaire) sur les parcelles situées au Nord du projet sur lesquelles elle a la maîtrise foncière, qui relierait la halle des sports à l'urbanisation par le Nord.

La chambre de l'agriculture regrette que le projet se fasse au détriment de vigne en production, créant une enclave en zone agricole. Cette enclave s'atténuera avec la création du groupe scolaire.

Au cours des échanges, les membres de la commission alertent les élus sur les possibles nuisances générées par l'activité agricole limitrophe de la zone à urbaniser.

La commission donne un **avis favorable** avec 3 voix contre, 5 abstentions et 9 voix pour :

- en recommandant de privilégier une implantation du projet sur le Nord de la parcelle et de prévoir l'implantation d'une haie végétale de manière à créer une zone tampon entre l'urbanisation et les parcelles cultivées pour restreindre les nuisances .
- en conseillant à la commune de traduire les intérêts agricoles lors de la révision du PLU en favorisant les compensations des zones agricoles consommées.

pour le préfet et par délégation,  
le directeur départemental des territoires et de la mer,

André HORTH